

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206686]

28 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 relatif au transport intérieur de marchandises dangereuses par voie navigable

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transports par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 relatif au transport intérieur de marchandises dangereuses par voie navigable;

Vu l'avis n° 54.239/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 31 juillet 2009 relatif au transport de marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure, modifié par l'arrêté royal du 4 juillet 2011 et par l'arrêté royal du 30 août 2013;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité et du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 relatif au transport intérieur de marchandises dangereuses par voie navigable, les mots « Le présent arrêté transpose la Directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur de marchandises dangereuses, telle que modifiée par la Directive 2010/61/UE de la Commission du 2 septembre 2010 portant première adaptation au progrès scientifique et technique des annexes de la Directive 2008/68/CE » sont remplacés par les mots « Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur de marchandises dangereuses, modifiée par la Directive 2010/61/UE de la Commission du 2 septembre 2010 et par la Directive 2012/45/UE de la Commission du 3 décembre 2012 ».

Art. 2. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
P. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe

LISTE DE CONTROLE

concernant l'observation des prescriptions de sécurité et la mise en œuvre des mesures nécessaires pour le chargement ou le déchargement.

- Informations relatives au bateau

..... N° (nom du bateau) (numéro officiel) (type de bateau-citerne)

- Informations relatives aux opérations de chargement ou de déchargement

.....
(poste de chargement ou de déchargement) (lieu)

.....
(date) (heure)

- Informations relatives à la cargaison

Quantité m ³	Désignation officielle de transport***	Numéro d'identification de la matière	Dangers*	Groupe d'emballage
.....

- Informations relatives à la cargaison précédente**			
Désignation officielle de transport	Numéro d'identification de la matière	Dangers*	Groupe d'emballage
.....
.....
.....

* les dangers pertinents indiqués dans la colonne (5) du tableau C du règlement.

** à remplir uniquement lors du chargement.

*** la désignation officielle de transport fixée à la colonne (2) du tableau C du chapitre 3.2 du règlement complétée, le cas échéant, avec le nom technique entre parenthèse.

2 Débit de chargement/déchargement (n'est pas à remplir avant le chargement de gaz)							
Désignation officielle de transport**	Citerne à cargaison N°	débit de chargement/déchargement convenu					
		début		milieu		fin	
		débit m ³ /h	quantité m ³	débit m ³ /h	quantité m ³	débit m ³ /h	quantité m ³
.....
.....
.....

La tuyauterie de chargement/déchargement sera-t-elle asséchée après le chargement/déchargement par l'installation à terre/par le bateau* par aspiration (stripping) ou refoulement (purge) ?

Refoulement*
Aspiration*
 Si par refoulement, de quelle manière ?

 (par exemple air, gaz inerte, manchon)
 kPa
 (pression maximale admissible dans la citerne à cargaison)
 litres
 (quantité résiduelle estimée)

Questions au conducteur ou à la personne qu'il a mandatée et à la personne responsable du poste de chargement et de déchargement
 Le chargement ou le déchargement ne peut commencer que lorsque toutes les questions de la liste de contrôle auront été marquées par "X", c'est-à-dire qu'elles auront reçu une réponse **positive** et que la liste aura été signée par les deux personnes.
 Les questions sans objet doivent être rayées.
 Lorsque les questions ne peuvent pas toutes recevoir une réponse positive le chargement ou le déchargement ne peut commencer qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente.

.....
 * rayer la mention inutile
 ** la désignation officielle de transport fixée à la colonne (2) du tableau C du chapitre 3.2 du règlement complétée, le cas échéant, avec le nom technique entre parenthèse.

	bateau	3 poste de chargement ou de déchargement
1. Le bateau est-il admis au transport de la cargaison ?	O */	O */
2. (Réservé).		
3. Le bateau est-il bien amarré compte tenu des circonstances locales ?	O	-
4. Y a-t-il des moyens appropriés à l'avant et à l'arrière du bateau permettant d'accéder à bord ou de quitter le bateau également en cas d'urgence ?	O	O
5. Un éclairage efficace du poste de chargement ou de déchargement et des chemins de repli est-il assuré ?	O	O

	bateau	3 poste de chargement ou de déchargement
6. Liaison bateau-terre 6.1 Les tuyauteries flexibles de chargement ou de déchargement entre le bateau et la terre sont-elles en bon état ? Sont-elles bien raccordées ? 6.2 Toutes les brides de raccordement sont-elles munies de joints appropriés ? 6.3 Tous les boulons de raccordement sont-ils posés et serrés ? 6.4 Les bras articulés sont-ils libres dans tous les axes de service et les tuyaux ont-ils assez de jeu ?	- - - O - -	O O O O O
7. Tous les raccords non utilisés des tuyauteries de chargement ou de déchargement et du collecteur de gaz sont-ils correctement obturés par des flasques ?	O	O
8. Des moyens appropriés sont-ils disponibles pour recueillir des fuites sous les raccords utilisés ?	O	O
9. Les parties démontables entre tuyauteries de ballastage et d'épuisement d'une part et les tuyauteries de chargement et de déchargement d'autre part sont-elles enlevées ?	O	-
10. Une surveillance appropriée permanente est-elle assurée pour toute la durée de chargement ou du déchargement ?	O	O
11. La communication entre le bateau et la terre est-elle assurée ?	O	O
12.1 Pour le chargement du bateau, le collecteur de gaz du bateau est-il relié à la tuyauterie de retour du gaz à terre (si nécessaire ou s'il existe) ? 12.2 Est-il assuré par l'installation à terre que la pression au point de raccordement ne dépasse pas la pression d'ouverture de la soupape de dégagement à grande vitesse ? 12.3 Lorsque la protection contre les explosions est prescrite à la colonne (17) du tableau C du chapitre 3.2. du règlement, l'installation à terre assure-t-elle que sa conduite de retour de gaz ou sa conduite d'équilibrage de pression est telle que le bateau est protégé contre les détonations et les passages de flammes provenant de terre ?	O - -	O O */ O
13. Les mesures concernant l'arrêt d'urgence et l'alarme sont-elles connues ?	O	O
	bateau	4 poste de chargement ou de déchargement
14. Contrôle des prescriptions de service les plus importantes : - les installations et appareils d'extinction d'incendie sont-ils prêts au fonctionnement ? - toutes les vannes et toutes les soupapes sont-elles contrôlées en position correcte ? - l'interdiction générale de fumer est-elle ordonnée ? - tous les appareils de chauffage, de cuisine et de réfrigération à flamme sont-ils hors service ? - les installations à gaz liquéfiés sont-elles coupées par le robinet d'arrêt principal ? - les installations de radar sont-elles hors tension ? - toutes les installations électriques pourvues d'une marque rouge sont-elles coupées ? - toutes les fenêtres et portes sont-elles fermées ?	O O O O O O O O O	O O O - - - - -
15.1 La pression de début de la pompe de bord pour le déchargement est-elle réglée sur la pression de service admissible de l'installation à terre ? 15.2 La pression de début de la pompe à terre est-elle réglée sur la pression de service admissible de l'installation à bord ?	O -	- O
16. L'avertisseur de niveau est-il prêt à fonctionner ?	O	-
17. Le système suivant est-il branché, prêt à fonctionner et contrôlé ? - déclenchement de la sécurité contre le surremplissage (uniquement en cas de chargement du bateau) - dispositif d'arrêt de la pompe à bord depuis l'installation à terre (uniquement en cas de déchargement du bateau)	O O	O O

	bateau	3 poste de chargement ou de déchargement
18. A remplir uniquement en cas de chargement ou de déchargement de matières pour le transport desquelles un bateau fermé ou un bateau ouvert avec coupe-flammes est prescrit : Les écoutes des citernes à cargaison, les orifices d'inspection, de jaugeage et de prise d'échantillons des citernes à cargaison sont-ils fermés ou protégés par des coupe-flammes en bon état ?	O	-
Contrôlé, rempli et signé pour le bateau : (nom en majuscules) (signature)	pour l'installation de chargement ou de déchargement : (nom en majuscules) (signature)	

*/ à remplir uniquement avant le chargement

Explications :

Question 3 :

Par "bien amarré" on entend que le bateau est fixé au débarcadère ou au poste de transbordement de telle manière que sans intervention de tiers il ne puisse bouger dans aucun sens pouvant entraver le dispositif de transbordement. Il faut tenir compte des fluctuations locales données et prévisibles du niveau d'eau et particularités.

Question 4 :

Le bateau doit pouvoir être accessible et être quitté à tout moment. Si du côté terre il n'y a pas de chemins de repli protégés ou seulement un chemin pour quitter rapidement le bateau en cas d'urgence, il doit y avoir côté bateau un moyen de fuite supplémentaire (par exemple un canot placé à l'eau).

Question 6 :

Une attestation de contrôle valable doit être à bord pour les tuyauteries de chargement et de déchargement. Le matériau des tuyaux doit résister aux contraintes prévues et être approprié au transbordement de la matière en cause. Le terme tuyauterie englobe les tuyaux proprement dits et les bras de chargement/déchargement. Les tuyauteries de transbordement entre le bateau et la terre doivent être placés de manière à ne pas être endommagés par des fluctuations du niveau d'eau, le passage de bateaux et le déroulement du chargement/déchargement. Tous les raccordements de brides doivent être munis de joints correspondants et de moyens de fixation suffisants pour que des fuites soient exclues.

Question 10 :

Le chargement ou déchargement doit être surveillé à bord et à terre de manière que des dangers susceptibles de se produire dans la zone des tuyaux de liaison puissent être immédiatement reconnus. Lorsque la surveillance est effectuée grâce à des moyens techniques auxiliaires, il doit être convenu entre l'installation à terre et le bateau de quelle manière la surveillance est assurée.

Question 11 :

Une bonne communication entre le bateau et la terre est nécessaire au déroulement sûr des opérations de chargement/déchargement. A cet effet les appareils téléphoniques et radiophoniques ne peuvent être utilisés que s'ils sont d'un type protégé contre les explosions et installés à portée de la personne chargée de la surveillance.

Question 13 :

Avant le début des opérations de chargement/déchargement les représentants de l'installation à terre et le conducteur ou la personne qu'il a mandatée doivent s'entendre sur les procédures à suivre. Il faut tenir compte des propriétés particulières des matières à charger ou à décharger.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 relatif au transport intérieur de marchandises dangereuses par voie navigable.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre chargé des Travaux Publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206686]

28. NOVEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 über die Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über die Durchführungsmaßnahmen der internationalen Verträge und Akten in Sachen Straßen-, Eisenbahn- oder Wassertransport, Artikel 1, Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 über die Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen;

Aufgrund des am 30. Oktober 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 54.239/4;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 31. Juli 2009 über die Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 4. Juli 2011 und den Königlichen Erlass vom 30. August 2013;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität und des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 über die Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen wird der Wortlaut "Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2008/68/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. September 2008 über die Beförderung gefährlicher Güter im Binnenland umgesetzt, so wie sie durch die Richtlinie 2010/61/EU der Kommission vom 2. September 2010 zur erstmaligen Anpassung der Anhänge der Richtlinie 2008/68/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über die Beförderung gefährlicher Güter im Binnenland an den wissenschaftlichen und technischen Fortschritt abgeändert wurde" durch den Wortlaut "Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2008/68/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. September 2008 über die Beförderung gefährlicher Güter im Binnenland, abgeändert durch die Richtlinie 2010/61/EU der Kommission vom 2. September 2010 und durch die Richtlinie 2012/45/EG der Kommission vom 3. Dezember 2012, teilweise umgesetzt." ersetzt.

Art. 2 - In demselben Erlass wird die Anlage 1 durch die Anlage des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

P. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Anlage

PRÜFLISTE

über die Beachtung von Sicherheitsvorschriften und die Durchführung von notwendigen Maßnahmen für das Laden und Löschen

- **Angaben zum Schiff**

..... Nr..... (Schiffsname) (Amtliche Schiffsnummer) (Typ des Tankschiffs)

- **Angaben zum Laden oder Löschen**

.....

(Lade- oder Löschstelle) (Ort)

.....

(Datum) (Uhrzeit)

- **Angaben zur Ladung**

Menge m ³	Amtliche Transportbezeichnung***	Stoffnummer	Gefahren*	Verpackungsgruppe
.....
.....

- **Angaben zur letzten Ladung ****

amtliche Transportbezeichnung	Stoffnummer	Gefahren*	Verpackungsgruppe
.....
.....
.....

* die in der Spalte (5) der Tabelle C der Verordnung angegebenen einschlägigen Gefahren.

** nur bei Beladung auszufüllen.

*** die in der Spalte (2) der Tabelle C des Kapitels 3.2 der Verordnung festgelegte amtliche Transportbezeichnung, gegebenenfalls ergänzt durch den technischen Namen in Klammern.

2
Lade-/Löschrate (nicht auszufüllen beim Laden von Gasen)

Amtliche Transportbezeichnung**	Ladetank Nr.	Vereinbarte Lade- oder Löschrate					
		Anfang		Mitte		Ende	
		Rate m ³ /h	Menge m ³	Rate m ³ /h	Menge m ³	Rate m ³ /h	Menge m ³
.....
.....
.....

Wird die Lade-/Löschleitung von der Landanlage / vom Schiff* aus nach dem Laden / Löschen leer gedrückt bzw. gesaugt?
gedrückt*
gesaugt*
 Wenn gedrückt, auf welche Weise?

 (z.B. Luft, Inertgas, Molch)
 kPa
 (maximal zulässiger Druck im Ladetank)
 Liter
 (geschätzte Nachlaufmenge)
Fragen an den Schiffsführer oder an die von ihm beauftragte Person an Bord und an die verantwortliche Person der Lade-/Löschstelle
 Mit dem Laden oder Löschen darf erst begonnen werden, wenn alle nachfolgenden Fragen der Prüfliste mit "X" angekreuzt, d.h. mit "JA" beantwortet sind und die Liste von beiden Personen unterschrieben ist.
 Nicht zutreffende Fragen sind zu streichen.
 Können nicht alle zutreffenden Fragen mit "JA" beantwortet werden, ist das Laden oder das Löschen nur mit Zustimmung der zuständigen Behörde gestattet.

* nicht Zutreffendes streichen
 ** die in der Spalte (2) der Tabelle C des Kapitels 3.2 der Verordnung festgelegte amtliche Transportbezeichnung, gegebenenfalls ergänzt durch den technischen Namen in Klammern.

	Schiff	3 Lade- / Löschstelle
1. Ist das Schiff zur Beförderung der Ladung zugelassen?	O */	O */
2. (Bleibt offen).		
3. Ist das Schiff den örtlichen Verhältnissen entsprechend gut festgemacht?	O	-
4. Sind im Bereich des Vor- und des Hinterschiffes geeignete Mittel vorhanden, um das Schiff auch in Notfällen zu betreten oder zu verlassen?	O	O
5. Ist eine wirksame Beleuchtung der Lade- / Löschstelle und der Fluchtwege sichergestellt?	O	O
6. Schiff-Land-Verbindung 6.1 Befinden sich die Lade-/Löschleitungen zwischen Schiff und Land in gutem Zustand? Sind sie richtig angeschlossen? 6.2 Sind alle Verbindungsflansche mit geeigneten Dichtungen versehen? 6.3 Sind alle Verbindungsbolzen eingesetzt und angezogen? 6.4 Sind die Gelenkarme in allen Betriebsachsen frei beweglich und haben sie und die Schläuche genügend Spielraum?	- - - O -	O O O O O
7. Sind alle unbenutzten Anschlüsse der Lade-/Löschleitungen und der Gassammel- leitung einwandfrei blindgeflanscht?	O	O
8. Sind unter den benutzten Anschlussstützen geeignete Mittel vorhanden, um Leckflüssigkeit aufzunehmen?	O	O
9. Sind die abnehmbaren Verbindungen zwischen Ballast- und Lenzleitungen einerseits und Lade-/Löschleitungen andererseits ausgebaut?	O	-
10. Ist für die gesamte Dauer des Ladens oder des Löschens eine stetige und zweckmäßige Überwachung sichergestellt?	O	O
11. Ist die Verständigung zwischen Schiff und Land sichergestellt?	O	O

12.1 Ist die Gassammelleitung bei der Beladung des Schiffes an die Gasrückführleitung an Land (soweit erforderlich bzw. vorhanden) angeschlossen? 12.2 Ist durch die Landanlage sichergestellt, dass der Druck an der Übergabestelle den Öffnungsdruck des Hochgeschwindigkeitsventils nicht übersteigt? 12.3 Ist, wenn nach Kapitel 3.2, Tabelle C Spalte (17) der Verordnung Explosionschutz erforderlich ist, durch die Landanlage sichergestellt, dass in deren Gasrückführ- oder Gaspendelleitung eine Flammendurchschlagsicherung vorhanden ist, welche das Schiff gegen Detonation und Flammendurchschlag von Land aus schützt?	O - -	O O */ O
13. Sind die Maßnahmen hinsichtlich "Non-Stop" und "Alarm" bekannt?	O	O
	Schiff	4 Lade- / Löschstelle
14. Kontrolle der wichtigsten Betriebsvorschriften : - Sind die vorgeschriebenen Feuerlöschrichtungen und -geräte betriebsfähig? - Sind alle Ventile und Absperrorgane auf richtige Stellung kontrolliert? - Ist ein generelles Rauchverbot angeordnet? - Sind die Heiz-, Koch- und Kühlgeräte mit offener Flamme außer Betrieb? - Sind die Flüssiggasanlagen am Hauptsperrorgan abgeschaltet? - Sind die Radargeräte spannungsfrei gemacht? - Sind alle elektrischen Einrichtungen mit roter Kennzeichnung abgeschaltet? - Sind alle Fenster und Türen geschlossen?	O O O O O O O O O	O O O - - - - -
15.1 Ist der Ausgangsdruck der bordeigenen Löschpumpe auf den zulässigen Betriebsdruck der Landanlage abgestimmt? 15.2 Ist der Ausgangsdruck der landseitigen Ladepumpe auf den zulässigen Betriebsdruck der Bordanlage abgestimmt?	O -	- O
16. Ist das Niveau-Warngerät betriebsfähig?	O	-
17. Ist das nachstehende System angeschlossen, betriebsfähig und überprüft? - Auslösung der Überlaufsicherung (nur beim Laden des Schiffes) - Abschaltung der bordeigenen Pumpe von Land aus (nur beim Löschen des Schiffes)	O O	O O
18. Nur auszufüllen im Falle des Ladens oder Löschens von Stoffen, für deren Beförderung ein geschlossenes Schiff oder ein offenes Schiff mit Flammendurchschlagsicherungen vorgeschrieben ist : Sind die Tankluken, Sicht-, Peil- und Probeentnahmöffnungen der Ladetanks geschlossen oder gegebenenfalls durch in gutem Zustand befindliche Flammendurchschlagsicherungen gesichert?	O	-
Geprüft, ausgefüllt und unterzeichnet Für das Schiff : (Name in Großbuchstaben) (Unterschrift)	Für die Lade- / Löschstelle : (Name in Großbuchstaben) (Unterschrift)	

*/nur bei Beladung auszufüllen

Erklärungen :

Frage 3 :

Unter "gut festgemacht" wird verstanden, dass das Schiff derartig an der Landungsbrücke bzw. am Umschlagsteiger befestigt ist, dass es ohne übergebührlige Einwirkung Dritter in keiner Richtung eine Bewegung ausführen kann, die das Umschlagsggerät überbeanspruchen könnte. Dabei ist den an dieser Örtlichkeit gegebenen bzw. voraussehbaren Wasserspiegelschwankungen und Besonderheiten Rechnung zu tragen.

Frage 4 :

Das Schiff muss jederzeit sicher betreten und verlassen werden können. Stehen landseitig keine geschützten Fluchtwege oder nur ein Fluchtweg zum schnellen Verlassen des Schiffes im Notfall zur Verfügung, muss schiffseitig ein weiteres geeignetes Fluchtmittel vorhanden sein (z.B. ein ausgebrachtes Beiboot).

Frage 6 :

Für die Lade-/Löschschräume muss eine gültige Prüfbescheinigung vorliegen. Das Material der Leitungen muss den vorgesehenen Beanspruchungen widerstehen können und für den Umschlag der jeweiligen Stoffe geeignet sein. Der Begriff Leitungen umfasst sowohl Schläuche als auch Lade-/Löscharmee. Die Umschlagsleitungen zwischen Schiff und Land müssen so angebracht sein, dass sie durch die üblichen Schiffsbewegungen infolge Wasserspiegeländerungen, vorbeifahrender Schiffe und des Lade-/Löschvorgangs nicht beschädigt werden. Ebenso müssen alle Flanschverbindungen mit den passenden Dichtungen und genügend Befestigungsmitteln versehen sein, damit Leckage ausgeschlossen ist.

Frage 10 :

Das Laden oder Löschen muss an Bord und an Land derart beaufsichtigt werden, dass im Bereich der Übergabeleitungen auftretende Gefahren sofort erkannt werden können. Wenn die Überwachung mit technischen Hilfsmitteln ausgeführt wird, muss zwischen der Landanlage und dem Schiff vereinbart werden, in welcher Weise die Überwachung gesichert ist.

Frage 11 :

Für einen sicheren Lade-/Löschvorgang ist eine gute Verständigung zwischen Schiff und Land erforderlich. Zu diesem dürfen Telefon- und Funkgerät nur verwendet werden, wenn sie explosionsgeschützt und in Reichweite der Aufsichtsperson angeordnet sind.

Frage 13 :

Vor Beginn des Lade-/Löschvorgangs müssen sich der Vertreter der Landanlage und der Schiffsführer oder die von ihm beauftragte Person an Bord über die anzuwendenden Verfahren einigen. Den besonderen Eigenschaften der zu ladenden oder zu löschenden Stoffe ist Rechnung zu tragen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2013 über die Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der mit den öffentlichen Arbeiten, der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Natur, dem Forstwesen und dem Erben beauftragte Minister

C. DI ANTONIO

VERTALING**WAALSE OVERHEIDSDIENST**

[2013/206686]

28 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 betreffende het binnenlands vervoer van gevaarlijke goederen over de waterweg

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 betreffende het binnenlands vervoer van gevaarlijke goederen over de waterweg;

Gelet op advies 54.239/4 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 2009 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2011 en bij het koninklijk besluit van 30 augustus 2013;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit en van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 betreffende het binnenlands vervoer van gevaarlijke goederen over de waterweg worden de woorden "Bij dit besluit wordt Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 24 september 2008 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2010/61/EU van de Commissie van 2 september 2010 tot eerste aanpassing van de bijlagen bij Richtlijn 2008/68/EG aan de wetenschappelijke en technische vooruitgang, omgezet" vervangen door de woorden "Bij dit besluit wordt Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 24 september 2008 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land, gewijzigd bij Richtlijn 2010/61/EU van de Commissie van 2 september 2010 en bij Richtlijn 2012/45/EU van de Commissie van 3 december 2012, gedeeltelijk omgezet".

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu en de Minister die bevoegd is voor de waterwegen zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

P. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Bijlage

CONTROLELIJST

betreffende de te nemen maatregelen en de gemaakte afspraken voor het laden en het lossen.

- Gegevens van het schip

..... Nr..... (scheepsnaam) (officieel nummer) (tankschipstype)

- Gegevens met betrekking tot het laden of het lossen.....
(overslaginstallatie) (plaats).....
(datum) (tijd)**- Gegevens met betrekking tot de lading**

Hoeveelheid m ³	Officiële vervoersnaam	Identificatienummer van de stof	Gevaar*	Verpakkingsgroep
.....

- Gegevens met betrekking tot de voorgaande lading**

Officiële vervoersnaam	Identificatienummer van de stof	Gevaar*	Verpakkingsgroep
.....

* de relevante gevaren vermeld in kolom (5) van tabel C van het ADN.

** alleen in te vullen bij laden.

*** de officiële vervoersnaam bepaald in kolom (2) van tabel C van hoofdstuk 3.2 van het ADN aangevuld, in voorkomend geval, met de technische naam tussen haakjes.

2**Laad-/Lossnelheid** (niet invullen bij de overslag van gassen)

Officiële vervoersnaam**	Ladings- tank Nr.	Overeengekomen laad-/lossnelheid					
		begin		midden		einde	
		debiet m ³ /u	hoeveelheid m ³	debiet m ³ /u	Hoeveel- heid m ³	debiet m ³ /u	hoeveelheid m ³
.....
.....
.....

Op welke wijze wordt de laad-/losleiding vanuit de walinstallatie/vanuit het schip * na het laden of lossen leeg gedrukt resp. leeg gezogen ?

Gedrukt ***Gezogen ***

Indien gedrukt, op welke manier ?

.....
(bijv. lucht, inertgas, "pig)

..... kPa

(maximaal toelaatbare druk in de ladingstanks)

..... liter

(geschatte nastroom hoeveelheid)

Vragen aan de schipper of de door hem met de verantwoording belaste persoon aan boord en aan de verantwoordelijke persoon van de walinstallatie

Met de overslag mag pas worden aangevangen indien alle hierna volgende vragen van de controlelijst met "X" zijn aangekruist, dat wil zeggen met JA zijn beantwoord en de lijst door beide personen is ondertekend.

Niet van toepassing zijnde vragen moeten worden doorgehaald.

Indien niet alle van toepassing zijnde vragen met Ja kunnen worden beantwoord is de overslag slechts met toestemming van de bevoegde overheid toegestaan.

*...schrappen wat niet past

** de officiële vervoersnaam bepaald in kolom (2) van tabel C van hoofdstuk 3.2 van het ADN aangevuld, in voorkomend geval, met de technische naam tussen haakjes.

	schip	3 Laad- en losplaats
1. Is het schip tot het vervoer van de te beladen stof toegelaten ?	O */	O */
2. (gereserveerd).		
3. Is het schip, de plaatselijke omstandigheden in aanmerking nemend, goed gemeerd ?	O	-
4. Zijn zowel in de omgeving van het voor-als het achterschip geschikte middelen aanwezig om het schip te betreden of te verlaten in spoedige gevallen ?	O	O
5. Is een doeltreffende verlichting van de laad- en losplaats en de vluchtwegen gewaarborgd ?	O	O
6. Schip-wal verbinding 6.1 Zijn de laad- en losleidingen tussen schip en wal in goede conditie ? Zijn zij op de juiste wijze aangesloten ? 6.2 Zijn alle aansluitflenzen voorzien van de juiste pakkingen ? 6.3 Zijn alle flensbouten aangebracht en aangedraaid ? 6.4 Zijn de laadarmen in alle werkrichtingen vrij beweegbaar en hebben zij en de slangen voldoende speelruimte ?	- - - O -	O O O O O
7. Zijn alle niet gebruikte aansluitingen van de laad- en losleidingen en van de gasverzamelleiding deugdelijk afgeblind ?	O	O
8. Zijn onder de gebruikte aansluitingen geschikte voorzieningen aangebracht om gelekte vloeistoffen op te vangen ?	O	O
9. Zijn de wegneembare delen tussen ballast- en lensleidingen enerzijds en laad- en losleidingen anderzijds verwijderd ?	O	-
10. Is voor de gehele duur van de overslag een voortdurend en doelmatig toezicht verzekerd ?	O	O
11. Is de communicatie tussen schip en wal verzekerd ?	O	O
12.1 Is de gasverzamelleiding van het schip tijdens de belading aan de gasterugvoering aan de wal, indien vereist resp. aanwezig, aangesloten ? 12.2 Is door de walinstallatie gewaarborgd dat de druk aan het walaansluitpunt de openingsdruk van het snelafblaasventiel niet te boven gaat ? 12.3 Is, indien volgens hoofdstuk 3.2. van het ADN, tabel C, kolom (17) explosiebescherming is vereist, door de walinstallatie gewaarborgd dat in haar gasterugvoer- of gaspendelleiding een vlamkerende inrichting aanwezig is, die het schip tegen een detonatie een vlamdoorslag vanuit de wal beschermd ?	O - -	O O */ O
13. Zijn de maatregelen m.b.t. "noodstop" en "alarm" bekend ?	O	O
	schip	4 Laad- of losplaats
14. Controle van de belangrijkste bedrijfsvoorschriften : - Zijn de voorgeschreven brandblusinrichtingen en apparaten bedrijfs gereed ? - Zijn alle kleppen en afsluiters gecontroleerd op hun juiste stand ? - Is een algeheel rookverbod afgekondigd ? - Zijn de verwarmings-, kook- en koelapparaten met open vlam buiten werking ? - Zijn de vloeibaargasinstallaties door middel van de hoofdkraan afgesloten ? - Staan de radarinstallaties niet onder spanning ? - Zijn alle rood gemerkte elektrische installaties uitgeschakeld ? - Zijn alle ramen en deuren gesloten ?	O O O O O O O O	O O O - - - - -
15.1 Is de uitgangsdruk van de lospomp aan boord op de toelaatbare werkdruk van de walinstallatie afgestemd ? 15.2 Is de uitgangsdruk van de ladingpomp aan de wal op de toelaatbare werkdruk van de installatie aan boord van het schip afgestemd ?	O -	- O
16. Is de niveaualarminrichting bedrijfs gereed ?	O	-
17. Is het volgende systeem aangesloten, bedrijfs gereed en beproefd ? - Overvulbeveiliging (alleen tijdens het laden van het schip) - Uitschakelen van de pomp aan boord door de walinstallatie (alleen tijdens het lossen van het schip)	O O	O O
18. Slechts invullen bij het laden- of lossen van stoffen waarvoor een gesloten of een met vlamkerende inrichtingen beveiligd schip is voorgeschreven : Zijn de tankdeksels, controle-, peil- en monsternamenopeningen van de ladingtanks gesloten of eventueel door middel van in goede staat verkerende inrichtingen beveiligd ?	O	-

Gecontroleerd, ingevuld en ondertekend Voor het schip :	voor de overslaginstallatie		
..... (naam in hoofdletters)	(naam in hoofdletters)		
..... (ondertekening)	(ondertekening)		

*/ alleen in te vullen voor het laden

Toelichting

Vraag 3 :

Onder "goed gemeerd" wordt verstaan dat het schip op een dusdanige wijze aan de aanleg-cq. overslagsteiger is vastgemaakt dat het zonder abnormale invloed van derden in geen enkele richting kan bewegen waardoor de overslaginrichting overbelast kan raken. Daarbij moet met de plaatselijk aanwezige cq.te verwachten getijden en bijzonderheden rekening worden gehouden

Vraag 4 :

Het schip moet te allen tijde op een veilige wijze betreden en verlaten kunnen worden. Is aan de walzijde geen beveiligde vluchtweg of slechts één vluchtweg om het schip in geval van nood snel te verlaten ter beschikking, dan moet aan de zijde van het schip een extra vluchtmiddel aanwezig zijn (bv. een buiten boord geleigde bijboot).

Vraag 6 :

Ten behoeve van de laad- en losslangen moet een geldig keuringscertificaat aanwezig zijn. Het materiaal van de slangen moet de te voorziene belastingen kunnen weerstaan en geschikt zijn voor de overslag van de betreffende stoffen. Het begrip "leidingen" omvat zowel de slangen als de laad- losarmen. De overslagleidingen tussen schip en land moeten zodanig zijn aangebracht dat zij onder invloed van de normale scheepsbewegingen tengevolge van waterspiegelveranderingen, voorbijvarende schepen en de laad- en loshandelingen niet kunnen worden beschadigd. Evenzo moeten alle flensverbindingen zijn voorzien van de juiste pakking en van voldoende bouten, zodat lekkage uitgesloten is.

Vraag 10 :

De overslag moet zowel aan boord als aan land op een wijze worden uitgevoerd zodat optredende gevaren in de buurt van de overslagleidingen direct opgemerkt kunnen worden. Indien het toezicht met technische hulpmiddelen wordt uitgevoerd, moet tussen de walinstallatie en het schip overeenstemming zijn bereikt op welke wijze het toezicht gewaarborgd is.

Vraag 11 :

Voor een goede laad- en losprocedure is een goede communicatie tussen schip en land vereist. Ten behoeve hiervan mogen telefoon- en radioapparatuur slechts worden gebruikt indien zij Ex-beveiligd en in de buurt van de toezicht houdende persoon aangebracht zijn.

Vraag 13 :

Voor de aanvang van de laad- en losprocedure moeten de vertegenwoordigers van de walinstallatie en de schipper of de door hem met de verantwoording belaste persoon aan boord het eens zijn over de te volgen procedure. Hierbij moet rekening worden gehouden met de bijzondere eigenschappen van het te beladen ofte lossen schip.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 betreffende het binnenlands vervoer van gevaarlijke goederen over de waterweg.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2013/206500]

**Direction générale Relations collectives de Travail. — Nomination
des membres de la Commission paritaire pour l'entretien du textile**

Par arrêté du Directeur général du 22 novembre 2013, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

sont nommés membres de la Commission paritaire pour l'entretien du textile :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

VANMEIRHAEGHE Dirk, à Gand;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2013/206500]

**Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen. — Benoeming
van de leden van het Paritair Comité voor de textielverzorging**

Bij besluit van de Directeur-generaal van 22 november 2013, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt :

worden benoemd tot leden van het Paritair Comité voor de textielverzorging :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

De heren :

VANMEIRHAEGHE Dirk, te Gent;